



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Et-le-chomage>

Et le chômage ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1985 - N° 834 - mai 1985 -

Date de mise en ligne : lundi 9 mars 2009

Date de parution : mai 1985

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Certes, depuis le début de l'année - et particulièrement pendant la campagne des cantonales - le PS a pu, avec juste raison, s'enorgueillir de certains résultats, tant sur le plan économique que social. Sur le plan économique : inflation, en 1984, de 6,7 % au lieu de 14 % sous M. Barre ; balance des paiements équilibrée ; reprise de l'investissement productif + 11 %... Sur le plan social : retraite à 60 ans ; minimum vieillesse : + 68 depuis 1981 ; SMIG : + 60 % ; 5e semaine de congés payés, etc...

MAIS LE CHÔMAGE ?

C'est un domaine dans lequel orateurs ou tracts socialistes ne s'aventurent guère : seuls les « TUC »... Mais cette hirondelle - même avec 100 ou 150 000 emplois à mi-temps - ne peut faire le printemps... le printemps du « plein espoir » de 1981.

Le 1er février, à Rennes, F. Mitterrand, dans un discours assez remarquable, avait tout d'abord recensé « ce qui allait ». Mais il lui fallait bien venir à « ce qui ne va pas » : c'est l'emploi. « Le gouvernement Mauroy, le gouvernement Fabius se sont attaqués aux racines du mal, c'est-à-dire aux déficits, à l'inflation. A partir de là, on peut repartir du bon pied. Vous me direz : « Mais quand ? Vous avez hérité de 1 700 000 chômeurs. Vous en faites à 2 400 000 ». C'est trop. C'est la priorité absolue. (...) Il est impossible, sans avoir guéri le mal à la source, d'empêcher la progression du mal. (...) Nous avons déblayé le terrain. Nous sommes en mesure de nous attaquer au chômage. (...) Le gouvernement prépare des mesures. Non pas un plan supplémentaire de lutte contre le chômage, mais vous en verrez les effets. Je suis confiant. Non pas pour que le chômage cesse mais pour que la courbe commence à s'inverser. Et ce jour-là, les Français retrouveront l'espoir. Ils sauront que nous avons raison. »

Evidemment, le chef de l'Etat, ex-chef du PS, sait bien que son électorat de mai 1981 ne l'a pas porté au pouvoir pour que les chômeurs - avoués - passent de 1 700 000 à 2 400 000 en 4 ans. M. Mauroy, par la suite, avait suffisamment insisté pour qu'on se maintînt « sur la crête de 2 millions de chômeurs », en attendant la déconcentration. Hélas, c'est le contraire qui s'est produit : la courbe n'a fait que grimper malgré un « traitement social » intensif du chômage : préretraite, retraite à 60 ans, stages formation...

Et le traitement social du chômage ne pouvait durer qu'un temps : après, il fallait bien se coller au traitement économique et c'est alors que l'on constate que l'économie marchande NE PEUT PAS résoudre le problème du chômage.

Les militants socialistes n'ont peut-être pas tous oublié le « Projet Socialiste » de 1980 ; notamment le chapitre sur « le DROIT A L'EMPLOI » : « Oui, le plein emploi est possible. Il n'y a pas d'urgence plus grande que de rendre aux travailleurs et aux travailleuses de France leur dignité d'homme ou de femme, de les faire sortir de cette condition d'assistés ou de marginaux dans laquelle les cantonne le pouvoir actuel ».

« Le pouvoir actuel ? ». En 1980, c'était Giscard. Mais en 1985... Le chômage est un immense gaspillage » ; « Le chômage est un cancer social » ; « Pour sortir de la crise, il faut sortir du capitalisme en crise ».

Il y a une différence fondamentale entre la crise des années 30 et la crise actuelle, même si elles sont de même essence : la première fut soudaine, la production baissa massivement, les chômeurs se trouvèrent pratiquement sans ressources ; la deuxième s'est développée lentement, la production n'a jamais chuté, en France du moins, au dessus du point de croissance zéro, le chômage est indemnisé (de plus en plus mal, il est vrai). OR LE CHOMAGE ATTEINT DES PROPORTIONS BIEN SUPÉRIEURES A CELLES DES ANNÉES 30.

Alors qu'en 1982 et 1983, avec une croissance quasi nulle, le chômage n'avait augmenté que de 5 %, en 1984, avec une croissance de 2 % - ce qui n'est pas « catastrophique » comme le clame la droite - le nombre des chômeurs a augmenté de 300 000 (14 %). Eclairant, non ? Rappelons qu'en novembre 1983, l'INSEE prévoyait doctement... 86 000 chômeurs de plus par an avec une croissance de la production de 1,60 %. On est loin du compte : 214 000 chômeurs de plus que prévu et avec 2 % de

croissance et non 1,60 %.

Comment M. Mitterrand peut-il espérer que, dans ces conditions, « la courbe commence à s'inverser » ?
" Les TUC ? 100 000 à 200 000 jeunes à mi-temps avec des salaires très bas : c'est mieux que rien, mais chacun sent bien à quel point c'est désastreuse face à l'ampleur du problème.

" Le travail partagé ? Cas isolés montrés en exemple à la télévision. Michel Albert, dans son livre « Le Pari Français », avait préconisé cette solution. Mais les patrons ne vont pas s'encombrer d'une double gestion de personnel, d'un double souci de licenciements, etc... Sauf avantages marquants... à la charge de la communauté. Et de toute façon, cela, comme les TUC, ne génère que des demi-salaires : ce n'est pas ainsi qu'on peut « relancer la consommation », donc la machine économique.

" Les techniques de pointe ? On affirme qu'elles vont créer de nouveaux emplois : vrai, c'est l'évidence même. Mais qui oserait soutenir qu'elles créeront plus - ou simplement autant d'emplois - que les anciennes industries, mécanisées, robotisées en supprimeront ? Donc globalement, pas de résorption du chômage à attendre de ce côté.

" Le tertiaire, l'informatique, la bureautique... ? Là aussi une grande espérance s'effondre : les techniques nouvelles « rejettent désormais des emplois du tertiaire.

" L'investissement productif ? Pendant des années, le meilleur économiste de France, M. Barre, puis les socialistes, ont repris l'antienne. Aujourd'hui la baudruche est enfin dégonflée. Nul économiste, nul journaliste sérieux, nul homme politique sincère n'ose soutenir que l'investissement productif est créateur d'emplois ; sinon le temps de perfectionner ou de créer des machines qui jetteront à la rue les travailleurs : voyez l'automobile, le téléphone, etc...

L'investissement non productif - bâtiment, grands travaux - créerait un certain nombre d'emplois : mais, là, ce sont les crédits qui manquent.

" La réduction du temps de travail ? On en reparle, surtout après la grande grève de 1984, en RFA, de l'I.G. Metall. Mais tout le monde - socialistes en tête - ne la conçoit qu'avec diminution parallèle des salaires, donc du « pouvoir d'acheter » ; alors que les syndicats allemands, non politisés, défendant leurs seuls intérêts, demandaient carrément 35 heures sans baisse du salaire : cela devait résorber environ 500 000 chômeurs. Comme ils n'ont obtenu que 38h30, l'incidence sur le chômage est faible.

Il est vrai que si l'on réduisait de façon significative - à 35 heures par exemple - le temps de travail, on créerait 400 à 500 000 emplois. Au mieux. Mais si on diminue le pouvoir d'achat, on ne résoudra pas le problème de la consommation, donc de la production, donc de la crise (cf. le partage du travail).

Et, étant donné la concurrence démentielle de l'économie marchande mondiale, il n'est guère concevable que les dirigeants d'un seul pays prennent le risque de telles décisions. Il faudrait pour le moins un consensus européen.

Ce survol des solutions « capitalistes » montre clairement QU'AUCUNE MESURE - ET MÊME QU'AUCUNE SOMME DE MESURES - ne peut résorber, de nos jours, un taux de chômage allant de 8 à 14 %, puisqu'avec les fantastiques progrès techniques - robotique notamment - des dix dernières années, on constate que même une augmentation de 2 % de la production jette 300 000 travailleurs à la rue. De fait, on ne cesse de nous brandir de futurs « dégraissages » : 50 à 100 000 par-ci, 30 000 par-là ... Mais alors - dernier recours - une croissance annuelle des « 30 glorieuses » retrouvée (5 à 6 % l'an) résorberait-elle le chômage ? Ce taux de croissance absorberait en gros les 300 000 nouveaux venus sur le marché chaque année. Avec des techniques bien voulues, et au vu des chiffres actuels, au mieux une croissance de 5 à 6 l'an empêcherait le chômage d'augmenter, mais jamais elle ne résorberait 2 500 000 chômeurs en France, 3 500 000 en Angleterre... (1)

Et - question importante - un tel taux de croissance est-il encore possible ? C'est bien le cas en Amérique, direz-vous, depuis 2 ans. Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à notre article « America, America » (G.R. de janvier) : c'est le « keynésianisme militaire » (+ 9 à 10 % de crédits en volume chaque année) de « Reagan le libéral », qui a relancé l'économie américaine, en super-crise les 2 premières années de son mandat. Voyez avec quel acharnement Reagan - en « honnête » représentant du lobby militaro-industriel - se bat pour empêcher le Sénat et la Chambre de réduire le budget militaire.

C'est pourquoi la reprise américaine, par ailleurs en dangereux déséquilibre (déficits budgétaires et commerciaux) n'a pas entraîné de reprise significative des économies européennes, comme les

Et le chômage ?

experts l'annonçaient : il faudrait sans doute, comme aux USA, augmenter fortement les dépenses militaires (2). Mais avec quel argent ? La planche à billets ? Inflation... alors que l'Amérique, le pays le plus riche du monde, draine les réserves du monde entier pour couvrir son déficit budgétaire, dû essentiellement à l'importance des dépenses militaires. La boucle est bouclée. Et pour autant, l'Amérique a toujours 7 à 8 % de chômeurs.

En conclusion, le gouvernement socialiste qui continue - et bien mieux que la droite - à gérer une économie de marché, ne peut espérer voir le chômage se résorber, ni même la courbe s'inverser malgré une augmentation de la production de 2 à 3 %.

En effet, on n'a encore rien vu en France des effets de la robotique, de la bureautique... (le Japon possède de 200 000 robots, autant que le reste du monde).

Or les socialistes pensent dur comme fer (voir la Convention socialiste de décembre 1984 sur le thème « Modernisation et progrès social ») que la modernisation, à terme du moins, recréera le plein emploi.

Seul le remplacement du capitalisme par un socialisme authentique - comme le prévoyait en 1980 le projet socialiste - permettrait de résoudre le chômage et la fameuse « crise ». Mais c'est sous une autre dimension politique : il faudra bien, cependant, qu'un jour ce socialisme-là ait rendez-vous avec l'HISTOIRE, si l'homme veut survivre. A nous, Distributistes, d'oeuvrer avec conviction pour que ce régime arrive.

(1) Lionel Stoléru écrit, dans son nouveau livre « L'Alternance tranquille » « Pour supprimer le chômage en France par le seul effet de la croissance, il faudrait une croissance de 27 % par an pendant des années.

(2) En France et en RFA, les dépenses militaires représentent un peu plus de 4 % du P.N.B., 5 % en Angleterre, contre 8,5 % aux USA (5,5 % du temps de Carter).